

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2019
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Yves LAHOUN

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Convention / Biodiversité - Convention avec l'État pour l'établissement d'un contrat Natura 2000 relatif à la gestion par pâturage des sites de pointe de cistude sur le site de Jû-Belloc

Exposé des motifs :

Le plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, pour la période 2018-2023, tel qu'il a été adopté par le comité de pilotage du site en réunion en session plénière le 9 janvier 2018, prévoit diverses mesures sur les habitats et espèces présents sur le site, en particulier pour la cistude d'Europe, espèce patrimoniale emblématique du site.

Le site naturel de Jû-Belloc étant inclus dans le périmètre du site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (FR7300889), certaines actions de gestion du site de Jû-Belloc-Hères-Castelnau peuvent bénéficier d'un accompagnement financier au travers d'un contrat Natura 2000.

Un contrat Natura 2000 a donc été élaboré pour la mise en œuvre, sur une durée de 5 ans, d'une mesure de gestion du plan de gestion relative à la cistude d'Europe, et plus particulièrement pour une expérimentation d'un maintien de l'ouverture des sites de pontes par un pâturage contrôlé par des enclos, avec des équipements connexes (abreuvoirs, abris, etc.). Les résultats de cette expérimentation pourront, à terme, être capitalisés pour la gestion d'autres sites naturels similaires. Le coût de ce contrat était estimé à 50 000 €.

Il avait été initialement envisagé de passer ce contrat sur la période 2018-2023, et le comité syndical avait délibéré en ce sens (délibération n°42/2018 en date du 30 mars 2018). Toutefois, le contrat n'avait pas pu être passé en 2018 du fait de contraintes administratives sur les mesures prévues dans le contrat. Ces contraintes ayant été levées et le contrat pouvant être passé à partir de 2019, le comité syndical avait délibéré à nouveau en ce sens (délibération n°31/2019 en date du 28 mars 2019).



Cependant, l'Institution Adour a été informée, par des échanges avec dossier postérieur à la délibération du 28 mars 2019, que le contrat ne pourrait pas être engagé pour une fin au-delà de 2022. Il sera donc passé par une durée de 4 ans (2019-2022), ce qui amène à en réviser le budget pluriannuel prévisionnel.

Le contrat sera retranscrit chaque année au budget de l'Institution Adour.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De confirmer l'approbation de la mise en place d'une action pour la gestion par pâturage des sites de ponte de cistude d'Europe sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau
- De rapporter la délibération n° 31/2019 en date du 28 mars 2019,
- De contractualiser avec l'État, dans le cadre d'un contrat Natura 2000, sur une durée de 4 ans (2019-2022), pour la gestion de cette action de pâturage des sites de ponte de cistude d'Europe,
- De prévoir annuellement le vote des crédits nécessaires à cette action au travers des fiches annuelles d'opération soumises à l'assemblée et validées lors des orientations budgétaires puis reprises au budget primitif,
- D'autoriser le Président à signer avec l'État ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX